

Le printemps ? En Automne...

L'année scolaire écoulée a vu la multiplication des mouvements sociaux, dans de nombreux secteurs : Education, Fonction Publique, justice, transports, grande distribution, sans oublier les salariés sans-papiers.

Tous ces mouvements ont montré la volonté des salariés et des jeunes (lycéens) de ne pas se laisser imposer les « réformes » réactionnaires présentes dans le programme présidentiel de Sarkozy. Les élections municipales ont confirmé que l'état de grâce des premiers mois était bel et bien enterré.

L'attitude des confédérations syndicales, en particulier CGT et CFDT, a été pour le moins ambiguë : d'un côté, on pousse aux mobilisations, et de l'autre on fait tout pour qu'elles ne s'étendent pas, ni dans la durée, ni par la convergence avec d'autres secteurs. Le résultat de ces « demi-luttes » est patent : échec sur les régimes spéciaux de retraite, échec sur le nouveau code du travail, échec sur le service minimum dans les transports, et il n'y a pas de quoi être optimiste quant au passage à 41 annuités.

Dans le secteur de l'Education et de la Fonction Publique, on assiste au même phénomène : le point d'indice a connu une misérable augmentation de 0,8 %, La RGPP s'applique, avec son cortège de suppressions de postes, de réorganisations et de démantèlements. Les nouveaux programmes du primaire vont s'appliquer à la rentrée, et la suppression des 2 heures le samedi matin est actée. Seul motif de « satisfaction », les préconisations du rapport Pochard, dont la nouvelle architecture du lycée, ont été remises à plus tard, Darcos ayant sûrement jugé qu'il était plus prudent d'attendre un peu que les mobilisations retombent.

Ici aussi, les organisations syndicales n'ont pas été à la hauteur : les lycéens se sont retrouvés bien seuls pendant leur mouvement de Novembre contre la LRU, les quelques journées d'action distillées pendant l'année ont certes montré la colère de la majorité de la profession, mais n'ont engrangé aucun résultat important.

A partir de février, alors qu'en région parisienne, puis sur l'ensemble du territoire, la mobilisation s'étendait contre les suppressions de postes, il a fallu attendre le mois de mai pour que de réels appels nationaux aient lieu : certes, les congés, et les différents rythmes d'une région à l'autre ont représenté un obstacle, mais la volonté d'enclencher un mouvement a aussi fait défaut.

Le mois de Mai était l'occasion de hausser le ton : à partir de la journée de grève du 15, puis de la manifestation nationale du 18, il était possible de lancer un mouvement dans la durée (c'est d'ailleurs le cas dans certains établissements où la grève reconductible a été votée). En effet, ces deux journées ont été des réussites, au-delà des espérances, et c'était donc bien là le signe que la profession était non seulement mobilisée, mais aussi prête à en découdre.

Pour nous contacter :
ponvert.cecille@wanadoo.fr
stephanemoulain@wanadoo.fr
yves.cassuto1@free.fr
edwige.friso@wanadoo.fr
dadi-boile@wanadoo.fr
ingrid.darroman@laposte.net

Après les multiples journées de grève de l'année, toutes massivement suivies, il fallait passer la vitesse supérieure. Ca n'a pas été le choix des fédérations de l'éducation (y compris la FSU), qui préfèrent se satisfaire des miettes concédées par Darcos : doublement du pourcentage des hors-classe, et lettre du ministre à Aschieri, censée représenter une avancée, alors qu'il ne s'agit que de négocier dans le cadre fixé à l'avance par le gouvernement. Quel signal envoie-t-on aux collègues qui se sont lancés dans l'action alors ?

Qu'il s'agissait d'une démonstration de forces du Snes, et de la FSU, « baroud d'honneur » sans lendemain (si ce n'est au moment des élections professionnelles ?)

Le 22 a illustré de ce point de vue le paroxysme de cette attitude : dans l'Education Nationale et la Fonction publique, le refus des OS d'appeler à une journée nationale de grève a été une limite à la mobilisation : certes, la mobilisation a été forte mais dans notre secteur, l'absence d'appel national clair a jeté la confusion parmi nos collègues et empêché la manifestation des convergences pour des suites immédiates. Le 24 sur l'Ecole, coupé d'une dynamique combative a été décevant, alors que les différents secteurs de l'Education sont en lutte.

Pour le SNES, il y aurait de quoi rire si ce n'était pas dramatique : il n'y aura pas de réunion du Bureau national avant le 10 juin, ce qui montre à l'évidence que l'année revendicative est considérée comme terminée, et qu'on passe aux choses sérieuses : le baccalauréat !!

Pourtant, l'année n'est pas finie, et la lutte encore moins : dans les établissements, actuellement, se jouent les conditions de rentrée. Le Snes a enfin pris la mesure de l'importance d'une campagne contre les heures sup (l'EE en a parlé, déjà, au moment du CN de janvier !), et il entend la mener : comment va-t-il s'y prendre, s'il ne réunit pas ses instances ? Nous pensons qu'il faut organiser la résistance des collègues à ce sujet, leur fournir du matériel, des argumentaires (car les pressions sont nombreuses pour accepter les HS), des informations (sur leurs droits, sur le nombre d'emplois supprimés par la transformation en HS), et lancer une pétition nationale offensive sur ce sujet. C'est à la fois un levier de

mobilisation et un moyen efficace pour bloquer les réformes du gouvernement, le Snes doit s'emparer de ce combat.

Par ailleurs, il n'est pas question d'abandonner le travail mené auprès de l'opinion publique, notamment le 24 ; avant la fin de l'année scolaire, dans tous les quartiers, il faut tenir des réunions avec les enseignants du primaire, du secondaire et avec les parents d'élèves ; il faut alerter sur les dangers de cette école que le gouvernement nous prépare, et il faut s'organiser, collectivement durant tout le mois de juin. S'organiser, tous ensemble, et préparer la rentrée.

En effet, dès maintenant, il faut préparer la rentrée 2008 : dans bien des endroits, elle se fera dans des conditions dramatiques (notamment en LP et LGT avec une explosion des effectifs, et un flou total sur certains programmes) ; la généralisation de l'accompagnement éducatif à tous les collèges va poser des problèmes insurmontables, et engendrer une surcharge de travail pour tous les personnels : il ne faut pas laisser faire, et il est de la responsabilité des syndicats d'anticiper les luttes à mener en septembre.

Il faut d'ores et déjà poser une journée de grève la semaine qui suit la rentrée (afin de permettre à tous les élèves, du primaire au lycée, d'être rentrés) et annoncer que cette grève sera reconduite tant que nous n'obtiendrons pas la certitude que le budget 2009 ne verra aucune suppression de postes dans l'éducation nationale.

Pour éviter de plonger les collègues, après les 15 et 18 mai qui restent sans suites, dans une amertume mortifère pour les mobilisations à venir, il faut très vite proposer des actions de résistance et adopter résolument une attitude offensive face à ce gouvernement qui ne ménage pas les coups qu'il nous porte. Après les insultes, le mépris dont ont fait preuve Sarkozy et Darcos à notre égard, il faut absolument poursuivre la lutte, et ne surtout pas laisser penser aux collègues que nous baissons les bars, ou que nous acceptons de voir quelques « bougés » là où il n'y en a pas. Il en va de la crédibilité du syndicat, et de la confiance que les personnels lui portent.

Site de l'Ecole Emancipée :
www.ecoleemancipee.org

Tous les bulletins et textes concernant l'EE dans le SNES à la rubrique Syndicats Nationaux.